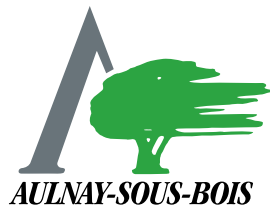




PORTRAIT DE PATRICE DHERBILLY PAGE 19

Aulnay tient son représentant aux Jeux olympiques de Londres. Une épreuve que cet entraîneur d'escrime aborde avec philosophie et sérénité.

OXYGÈNE



BIMENSUEL N° 159 LUNDI 23 JUILLET 2012



ÉVÈNEMENT PAGE 2

PSA : la ville n'abandonne pas



DOSSIER PAGE 6

Les grands chantiers de l'été à la loupe



NOTRE VILLE PAGE 10

Une nouvelle étape dans l'aventure du Grand Paris



CULTURE PAGE 27

Les livres à dévorer en attendant la rentrée

ÉVÉNEMENT

Retrouvez ce reportage sur
OXY TV
www.aulnay-sous-bois.fr



Bien décidés à se battre jusqu'au bout, les syndicats de l'usine d'Aulnay ont donné rendez-vous aux salariés à la rentrée pour de nouvelles actions de mobilisation.

INDUSTRIE

PSA : les salariés et la ville font face au choc

La décision du groupe PSA Peugeot Citroën de fermer son site d'Aulnay en 2014 a provoqué un profond émoi dans tout le pays. La ville reste plus que jamais impliquée aux côtés des salariés.

Il est presque 9 heures, quelques minutes seulement après l'annonce faite par Philippe Varin, le patron du groupe PSA, de fermer le site d'Aulnay en 2014, quand les premiers ouvriers sortent sur le parking de l'usine. Sous le choc, les yeux rougis, c'est d'abord le silence qui s'impose. « Je n'arrive pas à y croire, confie difficilement Thierry, depuis vingt-cinq ans chez PSA. Ça fait maintenant plus d'un an que l'on s'y prépare, et pourtant, là, tout s'écroule ». Sorti lui aussi pour respirer, Cédric décrit l'ambiance à l'intérieur de l'usine : « On a

appris la nouvelle par la télévision. Certains se sont mis à crier, d'autres à pleurer. On a tous arrêté la chaîne, personne n'a le cœur à travailler ». En effet, même si les indicateurs étaient dans le rouge depuis plusieurs mois, et que l'annonce faite par Philippe Varin de fermer le site d'ici à deux ans et de supprimer 3 500 postes pour le seul site d'Aulnay-sous-Bois (au total, le plan social de Peugeot Citroën va entraîner la destruction de 8 000 emplois sur l'ensemble du pays), c'est un véritable séisme pour la ville et le département. Une stupeur qui va bientôt

laisser place à la colère sur le parking de l'usine. C'est maintenant une foule de salariés compacte qui est sortie des ateliers pour afficher sa détermination. Tout juste arrivé, Jean-Pierre Mercier, délégué de la CGT qui était présent au CEE du groupe quelques heures plus tôt avenue de la Grande-Armée à Paris, ne mâche pas ses mots : « Varin nous a déclaré la guerre, on va lui faire la guerre ». Même son de cloche à la CFDT. Pour Larbi Errai, délégué syndical, « le combat ne fait que commencer. On va se battre bec et ongles pour sauver nos emplois ».

Premier élu à être présent sur place, Gérard Ségura est lucide sur la situation catastrophique qu'entraîne la fermeture de l'usine : « C'est un choc sans précédent dans une ville où les services sociaux de la ville sont déjà saturés. » Une décision d'autant plus incompréhensible pour le maire, puisqu'Aulnay « offre désormais des perspectives d'avenir, notamment avec l'arrivée de la gare du Grand Paris ».

Une assemblée générale le 11 septembre

À partir de 14 heures, ils sont maintenant plus d'une centaine de salariés à avoir rejoint le cortège du matin. Du côté des élus, beaucoup sont venus apporter leur soutien aux 3 500 salariés du site. Le député PS, Daniel Goldberg, et le vice-président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, le maire de Gonesse Jean-Pierre Blazy sont là. Philippe Poutou (NPA) et Marie-George Buffet (PCF) ont également fait le déplacement. Les responsables syndicaux prennent alors la parole à tour de rôle à la tribune. L'heure est au consensus : il faut se mobiliser. « Il ne faut surtout pas tomber dans le piège de la violence et de la casse, explique Tanja Susset, déléguée du SIA, syndicat majoritaire au sein de l'entreprise aulnaysienne. Montrons que nous sommes des salariés exemplaires. » Si le syndicat Sud appelle immédiatement à l'arrêt du travail et à des actions radicales, c'est finalement la décision d'organiser une assemblée générale le 11 septembre qui sera prise. « Il faut être un maximum de salariés pour avoir du poids dans les négociations, il faut donc trouver des alternatives à la grève », explique Tanja Susset.

En effet, si Philippe Varin a assuré qu'il n'y aura pas de licenciements secs et que « personne ne sera laissé sur le chemin », les syndicats, sceptiques, ne l'entendent pas de cette oreille et promettent de multiplier les actions coup de poing à la rentrée. Pour eux, ce n'est pas la fin mais le début d'un nouveau combat.

Philippe Ginesy



Invité jeudi 12 juillet sur le plateau du *Grand journal* de Canal+, Gérard Ségura, aux côtés de Jean-Pierre Mercier (CGT), a affiché sa détermination et son soutien aux salariés de l'usine PSA d'Aulnay.



« Nous allons résister à cette décision »

3 questions à...

Gérard Ségura, maire d'Aulnay-sous-Bois et conseiller général de Seine-Saint-Denis



Quelle a été votre réaction après l'annonce de la fermeture de l'usine d'Aulnay ?

Gérard Ségura : Il était de ma responsabilité de me rendre immédiatement sur le site de l'usine, d'une part pour témoigner de

ma solidarité envers les salariés, mais aussi et surtout pour envisager la suite à donner à cette histoire. C'est toute notre ville qui est touchée et émue par cette annonce car, au-delà des conséquences économiques considérables que cette décision engendre, le coup de semonce porté par la direction du groupe est également symbolique. À l'heure où Aulnay – qui dispose d'un formidable potentiel de développement – est à la croisée des chemins et qu'un nouveau destin se présente à notre ville, avec l'ambitieux Programme de rénovation urbaine ou le projet du Grand Paris, la fermeture de PSA est en totale contradiction avec nos espoirs.

Justement, dans quel état d'esprit êtes-vous pour la suite ?

G. S. : Que ce soit clair, je me refuse à toute résignation. Les combats politiques que l'on ne gagnent pas, sont ceux que l'on ne mène pas. Avec l'ensemble des élus locaux concernés par cette annonce, comme avec le député Daniel Goldberg, nous tenons

fermement à être au cœur des négociations. Nous avons d'ores et déjà multiplié les réunions pour asseoir une stratégie, et ainsi faire en sorte de maintenir les emplois et la vocation industrielle du site. J'ai demandé au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, de nous recevoir pour voir comment nous pouvons résister à cette décision. Dans ce défi qui se profile et que nous mèneront avec les salariés, notre préoccupation est d'abord de protéger l'avenir des 3 500 salariés. L'objectif est clair : aucun salarié ne doit rester sur le carreau.

De quels moyens dispose la ville pour résister ?

G. S. : Si, naturellement, le gouvernement est le plus en mesure d'agir avec le plan de soutien à la filière automobile qui s'apprête à être rendu public par le ministre Arnaud Montebourg, nous ne sommes pas pour autant de simples spectateurs. La ville dispose en effet d'un droit du sol que je compte bien appliquer. Il est inimaginable que le groupe PSA Peugeot Citroën tire profit d'une quelconque spéculation foncière sur le dos de l'action publique. Dès le conseil municipal de septembre, nous mettrons en œuvre des moyens d'action, comme par exemple définir le terrain où se trouve l'usine comme « périmètre d'études ». Nous disposons de plusieurs moyens de pression. L'histoire n'est pas finie.

La mobilisation en dates et en images

Des révélations de la CGT, au mois de juin 2011, à l'annonce de Philippe Varin de la fermeture du site d'Aulnay en 2014, les salariés et les élus locaux n'ont eu de cesse de se mobiliser. Retour sur un an de combats.

9 juin 2011

Lors d'une conférence de presse, la CGT de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois révèle que la direction aurait établi un plan de fermeture des sites de production d'Aulnay et de Sevelnord à l'horizon 2014. Des révélations que les représentants du groupe automobile démentent, affirmant même que la fermeture de l'usine d'Aulnay n'est pas d'actualité. La direction indique par ailleurs que l'assemblage de la C3 sur les chaînes aulnaysiennes devrait être prolongée jusqu'en 2016.

30 juin 2011

En réponse aux volte-face et tergiversations de Philippe Varin, le maire Gérard Ségura tient à rencontrer dans les plus brefs délais Eric Besson, alors ministre de l'Industrie, pour tenter de clarifier la situation. Une entrevue qui ne permet pas de dissiper tous les doutes sur les intentions de PSA, malgré les annonces rassurantes du ministre.



30 septembre 2011

Gérard Ségura se rend sur le site de l'usine pour se faire l'écho des très vives inquiétudes des salariés. Moins d'une semaine après, des membres de la direction rencontrent à sa demande le maire pour évoquer l'avenir de l'entreprise. Lors de cette entrevue, Denis Martin, directeur industriel, dément catégoriquement les intentions prêtées à PSA de céder une quelconque portion de l'emprise foncière.



10 novembre 2011

L'intersyndicale du groupe PSA Peugeot Citroën se réunit pour la première fois à l'Hôtel de ville pour évoquer l'avenir du groupe automobile autour d'un déjeuner de travail.



15 novembre 2011

Venus de toute la France, plusieurs centaines de salariés manifestent devant les portes du siège parisien du groupe, avenue de la Grande-Armée, lors du comité central d'entreprise. Pour la première fois, la direction de PSA confirme sa volonté de supprimer 5 000 postes en France.

17 janvier 2012

Plus de 350 ouvriers de l'usine bloquent la chaîne de production durant une heure et demie.



18 février 2012

Près de 2 000 personnes répondent à l'appel de l'intersyndicale en défilant dans les rues d'Aulnay. Une fois réunis sur le parvis de l'Hôtel de ville, élus et salariés parlent d'une même voix pour le maintien du site.



12 avril 2012

Au cœur de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy reçoit à son QG de campagne parisien les représentants de l'intersyndicale. Au même moment, plus de 150 salariés manifestent rue de la Convention.

12 juillet 2012

Philippe Varin, au cours d'un comité central d'entreprise extraordinaire, annonce la fermeture du site aulnaysien en 2014 et la suppression de 8 000 emplois sur l'ensemble du pays, dont 3 500 pour Aulnay.



17 juillet 2012

Arnaud Montebourg, nommé ministre du Redressement productif, organise une table ronde à laquelle participent les syndicats.

PAROLE DE SYNDICALISTE



JEAN-PIERRE
MERCIER,
délégué CGT

« Je ne crois plus qu'au rapport de forces »

« Nous sommes toujours en colère et écœurés par la manière dont la direction nous a menti pendant douze mois. Mais nous sommes plus que jamais mobilisés et nous allons monter en puissance dès la rentrée en faisant appel à tous les salariés. [...] Je ne crois pas au plan de restructuration que Philippe Varin doit présenter le 25 juillet. Comment peut-on faire confiance à un homme qui ment depuis le départ ? Je ne crois plus qu'au rapport de forces. Le groupe souhaite seulement sacrifier Aulnay pour surcharger les usines de Poissy, Sochaux et Mulhouse pour faire encore plus de bénéfices. »

PAROLE DE SYNDICALISTE



TANJA SUSSET,
déléguée SIA

« Je trouve ça dégueulasse »

« Pour certains, l'histoire de PSA, c'est l'histoire de toute une vie. Des hommes ont été brisés par cette annonce, mais il faut reprendre des forces pour nous remobiliser. D'ici-là, je pense qu'il faut continuer à travailler. N'offrons pas ce plaisir à la direction de nous pointer du doigt. Mais prendre une telle mesure à quelques jours des vacances d'été pour des gens qui triment toute l'année, je trouve ça dégueulasse. »



CHIFFRES CLÉS

3500

C'est le nombre de salariés travaillant aujourd'hui sur le site.

9000

C'est le nombre d'emplois, avec les sous-traitants, qui vont être supprimés.

400

C'est le nombre de familles aulnaysiennes touchées.

5,5 millions

C'est, en euros, le manque à gagner pour la ville étalé sur trois ans, soit l'équivalent de deux crèches.

160

C'est, en hectares, la superficie de l'usine PSA à Aulnay.

1973

C'est l'année où la production a démarré sur le site d'Aulnay-sous-Bois.

DERNIÈRE MINUTE

PSA en débat à l'Assemblée nationale



Daniel Goldberg.

Mardi 17 juillet, lors des questions au gouvernement, le député PS Daniel Goldberg a pointé du doigt la responsabilité de l'ancienne majorité.

Il n'aura pas fallu longtemps pour que la question de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay s'invite sur les bancs de l'Assemblée. Lors de la séance du 17 juillet, le député PS de Seine-Saint-Denis Daniel Goldberg, présent sur le site le jour où l'annonce de la fermeture a été faite, s'en est pris directement à l'ancien gouvernement, auquel il reproche d'être « complice » de la direction de PSA. « Pendant des mois, nous vous avons demandé d'agir et d'écouter les organisations syndicales qui décrivaient les suppressions de postes à venir et la fermeture d'un site

industriel. Ce temps précieux aurait été utile pour prendre des mesures préventives », a déclaré le député. Et d'évoquer la responsabilité de l'ancien ministre de l'Industrie, Éric Besson, reprenant ses déclarations d'alors : « Il n'y aura pas de fermeture de sites : PSA a explicitement redit qu'Aulnay ne fermerait pas ». Enfin, Daniel Goldberg s'est adressé au Premier ministre Jean-Marc Ayrault pour lui demander comment le gouvernement comptait agir afin « de faire reculer PSA, de défendre notre appareil productif et de proposer un avenir aux salariés concernés. »